

PARTAGE DU TRAVAIL, PARTAGE DES RICHESSES CONTRE TOUTES LES PRECARITES

« Notre constitution française garantit à tous, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se retrouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. » (Préambule de la constitution de 1958). Les principes fondamentaux de la république sont bafoués. Nous exigeons le droit au revenu par la constitution française.

Le chômage ne se réduit pas à un chiffre. C'est la situation que vivent 9 millions de personnes en France (et non pas 5 millions comme l'annonce faussement le gouvernement). Nous sommes de plus en plus nombreux/ses à être exclu-e-s des droits élémentaires : revenu, emploi, logement, accès aux soins, éducation, culture,

Depuis deux ans rien n'a changé, le gouvernement continue à appliquer les politiques d'austérité mises en place par Sarkozy et exigées par l'Europe. La seule visée du gouvernement est de satisfaire les exigences des financiers et du patronat. Ils veulent à tout prix maintenir leurs bénéfices, sur le dos des peuples.

Les profits et les dividendes explosent alors même que la précarité se généralise pour des millions d'entre nous. Nous affirmons qu'une véritable politique de l'emploi et du revenu est possible grâce à une autre répartition des richesses !

L'administration (Pôle Emploi, Caf, Mdsi, Ccas...) a toute autorité pour maltraiter les chômeurs et les pauvres. Elle fait pression, radie, coupe les moyens de subsistance et elle va même jusqu'à contrôler les comptes bancaires, ce qui constitue une violation de la vie privée.

Nous demandons l'arrêt immédiat des violences faites aux chômeurs.

Nous exigeons des décisions concrètes en réponse à nos revendications légitimes

- Un emploi stable pour tous, librement choisi et permettant de vivre dignement
- Un système d'indemnisation du chômage juste et équitable qui ne condamne pas à la pauvreté
- Un revenu garanti décent et inconditionnel avec ou sans travail pour tous
- Une autre répartition du travail et des richesses, notamment par une nouvelle réduction drastique du temps de travail.
- Davantage de moyens pour de vraies formations librement choisies.
- Une retraite décente pour tous à 60 ans y compris pour les chômeurs non indemnisés et les allocataires du RSA.
- Une réforme de Pôle emploi avec de vrais moyens pour accompagner les chômeurs vers l'emploi
- L'arrêt immédiat des radiations-sanctions !
- Le développement des services publics et la gratuité (santé, logement, transport, éducation...)
- Le droit au logement pour tous et toutes et l'application de la loi de réquisition. L'interdiction des expulsions sans relogement
- L'égalité des droits (école, travail, transport) pour les personnes handicapées
- L'égalité salariale entre hommes et femmes
- La régularisation de tous les sans papiers

**Tous et toutes à la manifestation
Samedi 7 décembre 2013
15h place de la victoire à bordeaux**

A l'appel de : AC ! Gironde, Acpd 24, Apeis, Mncp, Attac 33, Ldh Talence, Cgt Pôle emploi, Cnt 33, Fsu 33, Solidaire 33, Solidaire Sud Emploi, Solidaire Sud étudiant, FDG Bx , JC, GA, GU, NPA, PG 33,.....